

**Gilles Séraphin**

*Université de Paris Nanterre*

*Centre de recherche Education et Formation*

ORCID: 0000-0002-8761-5635

## **La recherche sur la protection de l'enfance en France: Etat des lieux et enjeux**

### **Summary**

RESEARCH ON CHILD PROTECTION IN FRANCE. ANALYSIS OF ISSUES AND CHALLENGES

This article is an analytical report of French research on the subject of child protection. After distinguishing the main themes from the research, the author analyses methods and ethical questions. Then, he studies reasons for not developing several themes of research, and, *a contrario*, the conditions for the emergence of distinct and diverse research, which is becoming a source of development of public policy.

**Key words:** child protection, state of research

red. Paulina Marchlik

En France, la protection de l'enfance, politique publique régie principalement par le code civil (cadre judiciaire de l'intervention) et le code de l'action social et des familles (cadre administratif), concerne l'ensemble des enfants en danger ou en risque de l'être (Séraphin 2017; Bolter, Séraphin 2018). Elle se distingue de la prévention de la délinquance, politique publique concernant les mineurs faisant l'objet d'une mesure judiciaire au pénal. Toutefois, les premières recherches portant sur la protection de l'enfance, effectuées par des sociologues principalement, ont plutôt étudié comment ces politiques publiques de protection de l'enfance et de prévention de la

délinquance se recouvraient<sup>1</sup>. L'ouvrage de Michel Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, publié en 1980, illustre cette approche.

D'autres, en revanche, ont ensuite veillé à créer un champ de recherche autonome. L'action de Paul Durning, professeur de sciences de l'éducation en l'Université Paris-Nanterre, est sur ce point essentielle. Avec ces collègues nanterrois Michel Corbillon et Dominique Fablet, notamment, il a introduit en France l'«éducation familiale», champ de recherche qui recouvre à la fois l'étude des processus éducatifs intrafamiliaux et celle des interventions socio-éducatives auprès des familles (Durning 2010). Cette approche par l'éducation familiale a exprimé tout son potentiel analytique dans le domaine de la protection de l'enfance. Paul Durning est aussi le fondateur puis le premier directeur (entre 2004 et 2009) de l'Observatoire national de l'enfance en danger (Oned), qui deviendra en 2016 l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE)<sup>2</sup>, dont le cœur de la mission est d'articuler la recherche et les pratiques institutionnelles comme professionnelles en protection de l'enfance (ONPE 2015) et qui joue aujourd'hui un grand rôle dans la structuration de la recherche sur la protection de l'enfance.

## Les principaux thèmes de recherche actuels

Les recherches en protection de l'enfance sont aujourd'hui à la fois nombreuses et variées. Elles relèvent de multiples champs disciplinaires comme l'anthropologie, la démographie, le droit, la géographie, les sciences médicales et paramédicales, l'épidémiologie, la psychologie (notamment du développement de l'enfant, de l'attachement et de la résilience), les sciences de l'éducation (avec notamment l'approche par l'éducation familiale – Cf. Bergonnier-Dupuy, Join-Lambert, Durning 2013) et la sociologie. Pour réaliser l'état des lieux suivant, nous avons sélectionné les principaux rapports, thèses et ouvrages publiés depuis 2010 portant sur le domaine de la protection de l'enfance.

---

<sup>1</sup> La population de la jeunesse «délinquante» a, notamment grâce au soutien de l'école de la Protection judiciaire de la jeunesse de Vaucresson, fait l'objet de recherches plus anciennes.

<sup>2</sup> Dès sa création en 2004, trois principales missions sont attribuées à l'Oned/ONPE (CASF, art. L 226-6) (Séraphin 2015): recenser et développer les études et recherches concernant l'enfance en danger et sa protection; recenser, analyser et diffuser les interventions en matière de protection de l'enfance; développer et diffuser les connaissances chiffrées sur l'enfance en danger. Ces missions, notamment celle portant sur les données chiffrées, ont été renforcées par les lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 portant sur la protection de l'enfance et de l'enfant.

En préalable, il faut noter que dans un contexte plus général que celui de la protection de l'enfance *stricto sensu*, diverses recherches ont abordé la parentalité et le soutien à la parentalité, notamment comme mode de prévention au danger (Neyrand 2014; Martin 2014; Martin et alii 2017).

L'un thème étudié dès le début des années 2000 est le phénomène de maltraitance ou de mise en danger des mineurs. Dans une approche épidémiologique, Anne Tursz et son équipe ont étudié les morts violentes de nourrissons (2011), et Catherine Quantin et son équipe ont établi un chiffrage des enfants ayant subi des violences physiques à partir de l'étude des causes mentionnées lors des hospitalisations des mineurs (2018). D'autres ont adopté une approche clinique, en ce qui concerne les enfants ayant subi des violences (Rey-Salmon, Adamsbaum 2013; Robin, Corcos et alii 2015; Romano, Izard 2016), les enfants exposés à la violence conjugale (Zaouche-Gaudron 2014), les enfants placés (Bonneville-Baruchel 2015) ou les enfants en situation ou non de résilience (Anaut 2014a, 2014b, 2015), ou une approche sociologique en ce qui concerne notamment les enfants ayant subi des violences sexuelles (Beynier, Desquesnes, Lochon 2015)...

L'étude des populations concernées s'est également affinée. Sarah Przybyl a consacré sa thèse de doctorat à l'étude des mineurs non accompagnés (2016) et Pierrine Robin étudie depuis de nombreuses années les jeunes majeurs (2015). D'ailleurs, cette étude des populations s'accompagne souvent d'une étude des parcours, en protection de l'enfance (Paugam, Zoyem, Touahria-Gaillard 2010; Potin 2013) ou en sortie des dispositifs (Robin et alii 2013; Frechon et alii via Elap, depuis 2013).

Depuis le milieu des années 2010, le thème de la place, de l'expression et de la participation de l'enfant et des familles a également pris de l'ampleur (Boucher, Belqasmi, Eloi, Petit, Pouchadon 2014; Boutanquoi, Ansel, Bournel-Bosson 2014; Moreau 2014; Jung, 2015; Lacroix 2016; Robin et alii 2017; Zotian 2017; Rurka, Rousseau 2017). De surcroît, aujourd'hui, nombre de recherches qui portent principalement sur d'autres thèmes abordent également, en parallèle, cet aspect.

Sous l'impulsion de Paul Durning (2010), les recherches portant sur l'évaluation et la prise de décision sont nombreuses (Corbet 2010; Boutanquoi, Bournel-Bosson, Minary 2010; Bessin, Guimard, Petit-Gats 2010; Scelles, Zaouche-Gaudron, Delcroix 2010; Corbet, Robin, Grégoire 2012; Robin 2013; Deshayes 2014; Corbet et alii 2015; Turlais 2016; Rurka Mathiot, Baros, en cours) et ont

permis de construire un socle de références conceptuelles et méthodologiques de plus en plus pâtagées.

Des questions transparaissaient dans des recherches ces dernières années mais deviennent le cœur de nouveaux projets: celle des rapports humains inter médiés par les écrans et le numérique (Potin 2018); et celle de l'identité, en lien notamment avec la question religieuse ou de l'origine étrangère (Chaïeb 2016; Clariana 2018).

La question des droits est finalement à l'origine des premières recherches ou expertises en protection de l'enfance. Cette approche a toutefois été fortement renouvelée ces dernières années, puisque le droit est non seulement étudié dans sa doctrine mais aussi dans son application (jurisprudence et pratiques) (Cardi, Deshayes 2011; Capelier 2013; Gouttenoire 2014).

La protection de l'enfance a également été étudiée en articulation avec d'autres champs de politiques publiques: la santé (Corbet 2012; Euillet, Halifax, Moisset, Séverac 2016) ou l'accompagnement à la scolarité (Denecheau 2013).

En revanche, la question de l'organisation, du pilotage et des modes de gouvernance fait peu l'objet d'études universitaires. Il est vrai que c'est le cœur des travaux de l'Oned/ONPE qui publie régulièrement des études sur ce sujet. Des géographes et statisticiens ont par ailleurs apporté une contribution originale, en étudiant la dimension spatiale de l'enfance en danger (Terrier, Halifax, David, Lepetit 2015).

C'est probablement dans l'analyse du fonctionnement des dispositifs que les recherches sont les plus nombreuses. Dans ce domaine encore, l'Université Paris-Nanterre a été précurseuse, notamment avec les travaux de Paul Durning (2010) et de Dominique Fablet (2012). Les chercheur.e.s ont travaillé sur les innovations socio-éducatives en protection de l'enfance (Breugnot 2011), les interventions en milieu ouvert (Rurka, Tillard et alii 2011), les accueils de jour (Join-Lambert 2012; Rurka, Mathiot, Baros, en cours), les centres maternels et parentaux (Bergonnier-Dupuy, Ganne 2011; Ganne 2013; Ganne, Thierry 2017), l'accueil familial (Euillet, Join-Lambert-Milova 2013; Lenzi, Grand, Farcy-Callon 2016; Chapon, Siffrein-Blanc 2017; Sellenet 2017; Chapon, Siffrein-Blanc, Neyrand 2018; Euillet, Ganne, Turlais, en cours; Euillet, en cours), les tiers dignes de confiance (Sellenet, L'Housni 2014; Tillard, Mosca 2016), le placement en établissement (Toussaint 2015; Euillet, Join-Lambert, Lanctôt, Paquette, en cours) et les pouponnières (Schom 2018).

Plus largement, de nombreux chercheur.e.s travaillent sur le thème du travail et de l'accompagnement social, notamment dans le cadre de l'enfance,

voire de la protection de l'enfance (Ravon, Laval 2015; Rullac 2018; Rullac en cours).

### **Comment s'effectue la recherche aujourd'hui: principales méthodes et enjeux éthiques**

Les méthodes (démarches et outils) utilisées sont «classiques» (observation, questionnaire, entretien...) ou plus innovantes. Par exemple, les études longitudinales sont de plus en plus envisagées, malgré l'énorme investissement (pécuniaire et temporel) qu'elles nécessitent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a mis en place deux études sur un échantillon représentatif intitulées *Etude longitudinale sur l'accès des jeunes à l'autonomie* (Elap)<sup>3</sup>, dont les riches résultats sont toujours en cours d'exploitation. L'ONPE, conformément aux obligations légales, met en place avec les 104 départements et collectivités territoriales le dispositif *Observation longitudinale et individualisée en protection de l'enfance* (Olinpe)<sup>4</sup> portant sur l'ensemble des près de 320 000 mineurs bénéficiant à un moment «t» d'une mesure ou d'une prestation en protection de l'enfance. Par ailleurs, la loi du 14 mars 2016 permettra, à terme, de croiser les données de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) qui portent sur la population des mineurs ayant commis un acte ayant nécessité une intervention judiciaire au pénal avec les données Olinpe qui portent sur les mineurs bénéficiant d'une mesure de protection judiciaire civile ou administrative. Il sera ainsi possible de retracer les parcours des enfants qui transitent entre le système de protection et celui de la prévention et du traitement de la délinquance.

Une autre méthode consiste également à utiliser les bases de données administratives, généralement mieux fournies puisque permettant la gestion des services. L'inconvénient est que l'individu statistique observé est un acte ou une prestation et non une personne bénéficiaire. Les données de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (la Drees est une direction de l'administration centrale des ministères sanitaires

---

<sup>3</sup> <https://elap.site.ined.fr/>

<sup>4</sup> <https://www.onpe.gouv.fr/publications/premier-rapport-dedie-au-dispositif-olinpe-observation-longitudinale-individuelle-et>

et sociaux)<sup>5</sup>, concernant les activités des services Ase sont toutefois toujours la principale source disponible portant sur l'ensemble du dispositif de protection de l'enfance (Drees 2018). Dans ce domaine, il est également possible de noter une expérience extrêmement intéressante: l'équipe de Catherine Quantin (2018) est en train d'établir une méthode d'exploitation d'une base nationale de données qui porte sur tous les actes médicaux enregistrés à l'hôpital, le PMSI, pour estimer la fréquence et le taux de mortalité hospitalière et repérer les situations à risque de maltraitements physiques à enfants de 0 à 5 ans en France.

Enfin, de plus en plus de recherches sont envisagées avec la participation des populations bénéficiaires. Pierrine Robin et son équipe (2014, 2015, 2017) poussent à l'extrême cette logique puisque ces bénéficiaires, ou anciens bénéficiaires, participent directement à la recherche et deviennent des chercheur.e.s pair.e.s. Stéphane Rullac (2018, en cours) fait également participer, en tant qu'acteur.e.s de la recherche, les professionnel.le.s du travail social.

Cette nouvelle méthode rend d'ailleurs saillante la question éthique qui traverse l'ensemble du champ et concerne chaque chercheur.e. Outre le fait de répondre aux obligations légales (qui découlent notamment de la loi Informatique et Libertés de 1978 ayant créé la commission éponyme et, dans certains cas de recherche clinique, le décret d'application n° 2016-1537 du 16 novembre 2016 de la loi Jardé relative aux recherches impliquant la personne humaine), les chercheur.e.s doivent demander des autorisations et avis à des commissions diverses qui ont toutes pour point commun de faire en telle sorte que la recherche respecte les droits, la liberté et l'équilibre psychique et social des personnes impliquées.

Au-delà de ces obligations, les chercheur.e.s développent de plus en plus des outils éthiques. Le parcours de master Efise de l'Université de Paris-Nanterre par exemple, enseigne depuis de nombreuses années aux étudiant.e.s de master, et *a fortiori* de doctorat, à présenter préalablement leur recherche à toute personne impliquée par des documents adaptés au public concerné et à présenter les résultats des travaux une fois la recherche terminée. Les outils éthiques sont donc travaillés en commun et évoluent d'année en année en fonction des sujets et des publics concernés.

---

<sup>5</sup> <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/la-drees/>

## Pourquoi certaines recherches ne sont-elles pas ou peu effectuées?

Inversement, il est possible de se demander pourquoi, aujourd'hui, en France, certains domaines de recherche ou certaines méthodes sont peu explorés.

Comparativement aux recherches effectuées dans d'autres pays, l'un de ces domaines peu explorés est le devenir des enfants adoptés. La raison est, selon nous, double. Tout d'abord, en France, malgré les engagements pris dans la Convention de la Haye de 1993 (ratifiée par la France en 1998), aucune obligation légale nationale applicable n'existe en ce qui concerne ce suivi. Les familles adoptives ne sont pas tenues de fournir des informations concernant le devenir de l'enfant qu'elles ont adopté. Si jamais ce suivi était rendu obligatoire, probablement des associations de familles adoptives y verraient une discrimination à leur égard, comme si leur enfant se distinguait, du fait de l'adoption, de l'ensemble des autres enfants nés directement dans la famille qui les élève ensuite.

En outre, il est difficile en France de mettre en place des études sur des thèmes qui, pourtant, *a priori*, font consensus, tels le bien-être, le développement, les besoins essentiels, etc. Par exemple, alors que l'article premier de la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant stipule en introduction que: «La protection de l'enfance vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social [...]», il est toujours difficile d'établir un consensus dans le domaine de la recherche sur les indicateurs scientifiques partagés de développement et surtout de besoin fondamental. Une démarche de consensus s'est tenue en fin 2016-début 2017 (Martin-Blachais 2017). Certes, elle a permis d'effectuer un état des lieux, de confronter les références théoriques et d'indiquer des orientations partagées sur ce que sont ces besoins fondamentaux des enfants en protection de l'enfance. Mais elle n'a pu aboutir sur un corpus d'indicateurs partagés sur ce que représentent *a minima* ces besoins. Il semblerait qu'en France, il soit toujours difficile, y compris dans le champ scientifique, de partager des normes, *a fortiori* lorsqu'elles peuvent être utilisées en statistiques, qui reposent sur des catégories et des seuils.

C'est probablement l'une des raisons de l'usage très restreint des études fondées sur les données probantes («Evidence based studies»). Les chercheurs français utilisent peu ces méthodes puisqu'ils semblent tout d'abord très réticents vis-à-vis des normes sous-jacentes aux politiques «evidence based».

Sur quels critères *a priori* positifs effectue-t-on la comparaison pour estimer qu'il y a par exemple des résultats positifs pour tel type de politique? La raison principale est toutefois, nous semble-t-il, d'un autre ordre. La nature des politiques publiques françaises est peu propice à la mise en œuvre de telles méthodes. En effet, en France, la plupart des politiques publiques destinées à la famille et à l'enfance, dont celle de protection de l'enfance, se fondent sur des services publics universels (des structures telles que les caisses d'allocations familiales – Caf, les protections maternelles infantiles – PMI, les services d'aide sociale à l'enfance – Ase...) ou sur des mesures judiciaires ou prestations administratives elles aussi universelles qui reposent sur des droits, et peu sur des programmes ciblés. Ainsi, il est difficile d'identifier et de distinguer les bénéficiaires d'une politique indépendamment d'une population générale qui n'en bénéficierait pas puisque tout individu dans une situations précise doit, de droit, bénéficier de la politique. En outre, le bénéfice est rarement limité dans le temps, une mesure ou une prestation se renouvelant si le besoin qui en est à l'origine subsiste. Il est donc difficile de sélectionner une population-cible indépendamment d'une population-mère et donc d'effectuer des échantillons randomisés. Finalement, ce type de méthode n'est utilisé que sur une politique publique particulière, le soutien à la parentalité, qui n'est pas un droit et ne dépend pas de l'aide sociale, mais qui est une aide proposée à des parents volontaires. A l'heure actuelle, le soutien à la parentalité n'intervient en protection de l'enfance qu'en prévention et peu en protection, même si les principes et les références de ce soutien à la parentalité (considérer le parent comme principal acteur de la protection) irradie progressivement les pratiques institutionnelles comme professionnelles.

Une autre méthode a mis du temps à éclore: le suivi longitudinal. La question de la norme n'y est pas étrangère d'ailleurs puisque toute catégorie statistique est une simplification de l'information et que certaines d'entre elles font régulièrement l'objet de contestation...

Dans un premier temps, Elap, qui est une étude longitudinale dans le sens où il y a deux «passages» séparés de deux ans et que les informations recueillies lors du premier passage concernent des événements datés durant l'enfance, fournit déjà nombre d'enseignements rétrospectifs sur le parcours des enfants placés.

La France se dote de surcroît, progressivement, d'un système exhaustif de suivi longitudinal de l'ensemble de la population suivi en protection de l'enfance. La loi n° du 5 mars 2007 donne pour obligation pour chaque



département, entité administrative responsable de la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance, de transmettre pour chaque mineur un ensemble d'informations à l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Depuis 2007, le dispositif a rencontré beaucoup de difficultés. Les premières ont émergé juste après la promulgation de la loi et du premier décret d'application. Des associations de professionnel.le.s (de médecins de PMI, d'assistants sociaux...) ont craint que ce système «fiche» et stigmatise les enfants et les familles et, à l'époque, ont contesté le dispositif. Cette difficulté étant en grande partie dépassée, une nouvelle, plus importante, a surgi. Dès que le dispositif a été élaboré, l'ONPE s'est heurté à la pratique française de la décentralisation. Les départements, au nom de la libre administration territoriale, choisissent dans un marché concurrentiel les logiciels de gestion et de ce fait, une fois le choix effectué, dépendent des éditeurs qui ne répondent pas toujours totalement aux attentes. En outre, chaque système d'information s'adapte aux (dés)organisations territoriales, chaque département ayant ses propres pratiques d'informatisation et de transmission de l'information, avec régulièrement des personnes en charge de la saisie de l'information qui ne partagent pas les finalités de ce recueil, faute de formation, de partage d'une stratégie, de compréhension de l'utilité de ce surcroît de travail...

Ainsi, à l'heure actuelle, alors que le système s'est mis en place dès début 2013, seulement un tiers des départements renvoient, souvent de façon incomplète, des informations légalement demandées. Toutefois, puisque l'ONPE ne se positionne pas comme une autorité centrale qui exige des données, mais comme un partenaire des départements qui construit avec eux le dispositif, de réels progrès sont réalisés et les données obtenues se qualifient amplement (ONPE 2018).

### **Les conditions d'émergence d'un champ de recherche**

La plupart du temps, les projets de recherche sont soutenus voire suscités par des instances nationales. Il émerge tout d'abord, de temps en temps, des commandes administratives intitulées «recherche», émanant de directions centrales. Toutefois, comme elles sont généralement peu précises tant dans la nature de la problématique, dans les «destinataires» (les organismes qui répondent ne sont pas, la plupart du temps, des laboratoires mais des cabinets conseil) et dans la méthode employée, ces travaux ne sont pas considérés dans le cadre de cet article comme relevant de la recherche.

Les commandes des ministères, pour répondre la plupart du temps à une actualité médiatisée, s'adressent, quant à elles, à des «prestataires» plus larges, incluant les laboratoires de recherche ou l'ONPE. Ainsi, le ministère de la famille a commandé à l'ONPE en 2016-2017 deux travaux d'expertise et de recherche, le premier afin d'avoir un décompte précis des décès intrafamiliaux imputables à des actes de violence envers les enfants, le second pour élaborer conjointement avec les départements une méthode, fondée sur les résultats de la recherche, pour «mieux apprendre de ses erreurs en protection de l'enfance». En 2015, grâce à la présence d'une enseignante-chercheuse – Pierrine Robin – au sein du cabinet de la ministre, il a également été commandé à l'ONPE une étude sur l'accompagnement vers l'autonomie des jeunes majeurs (ONPE 2015a).

La principale impulsion et le principal soutien à la recherche proviennent sans conteste de l'Observatoire national de la protection de l'enfance. Déjà, cet organisme diffuse régulièrement les données chiffrées en protection de l'enfance et publie des rapports d'étude qui font l'état des lieux et problématisent des thèmes de recherche en protection de l'enfance (ex: ONPE 2015a). Surtout, il impulse la recherche en diffusant chaque année deux appels de soutien à la recherche, l'un général et l'autre thématique, ce dernier permettant de problématiser un sujet de recherche<sup>6</sup>. Dans cette mission, l'Observatoire est assisté d'un conseil scientifique composé de 16 membres qui se réunissent cinq à huit fois par an pour proposer au conseil d'administration un appel d'offre thématique puis une liste de projets sélectionnés, soutenir scientifiquement les projets tout au long de leur déroulement et évaluer les rapports d'étape et finaux. Ainsi, entre 2005 et 2018, l'ONPE a soutenu à travers ses appels d'offre recherche annuels (thématique et ouvert) près de 70 projets de recherche scientifique. La plupart des recherches mentionnées dans le présent article ont

---

<sup>6</sup> Pour rappel, voici la liste des sujets de ces appels thématiques: 2005: Evaluations d'interventions et/ou de dispositifs de prévention de dépistage et de prise en charge dans le domaine de l'enfance en danger); 2006: Les mineurs dits «Incasables»; 2007: Violences entre conjoints et protection de l'enfant; 2008: La préparation des fins de mesures d'accueil physique et l'accompagnement des jeunes vers la vie adulte (16-21 ans); 2009: Les actions psycho-socio-éducatives en protection de l'enfance conduite en milieu ouvert ou ordinaire; 2010: La santé des enfants accueillis au titre de la protection de l'enfance); 2011: La place des enfants et des familles pris en charge au titre de la protection de l'enfance: entre discours et réalités); 2012: La place de l'enfant au centre de la prise en charge et l'implication des parents dans les pratiques professionnelles de protection de l'enfance; 2013: Maltraitance(s) en 2013: Comprendre les évolutions (conceptuelles; cliniques; juridiques; professionnelles...) pour mieux y répondre; 2014: Familles d'accueil; familles d'origine et enfants dans l'accueil familial; 2015: Accéder à l'expression de l'enfant en protection de l'enfance; 2016: Les personnes de référence en protection de l'enfance; 2017: Le processus de prise de décision en protection de l'enfance; 2018: Continuités et ruptures en protection de l'enfance).

ainsi été effectuées suite à la diffusion de l'appel de l'ONPE et nombre d'entre eux ont reçu le soutien de cet organisme. L'Observatoire accomplit ainsi véritablement le rôle de structurer le champ de la recherche en protection de l'enfance.

## La recherche comme source d'élaboration de la politique publique

Des recherches ou rapports écrits par des chercheur.e.s peuvent influencer fortement la décision politique. L'exemple le plus flagrant est le rapport d'Adeline Gouttenoire et d'Isabelle Corpart, *40 propositions pour adapter la protection de l'enfance et l'adoption aux réalités d'aujourd'hui*, réalisé pour le Ministère de la famille en 2013, suite à la réunion régulière d'un groupe de travail composé en grande partie de chercheur.e.s. Il a constitué l'une des principales bases de travail d'une commission sénatoriale réunie en 2014, elle-même à l'origine de la proposition de loi portant sur la protection de l'enfant, qui sera finalement promulguée le 14 mars 2016 (loi 2016-297 relative à la protection de l'enfant).

Suite à la publication par l'Oned/ONPE du focus *L'adoption des mineurs admis au statut de pupille de l'État suite à une décision judiciaire*, en 2013, l'ONPE a fortement plaidé, sur la base de données chiffrées portant sur la probabilité d'adoption des enfants selon la procédure d'entrée dans le statut de pupille, pour qu'il n'y ait pas d'automatisme de changement de statut de l'enfant placé depuis plusieurs années (l'objectif initialement défendu par nombre d'acteurs étant de prononcer rapidement une déclaration judiciaire d'abandon afin que l'enfant devienne adoptable)<sup>7</sup> mais qu'il y ait une automatisme de principe d'étude de sa situation et éventuellement changement de statut lorsque ce serait adapté au parcours et projet de l'enfant. Ainsi, sur la base d'une proposition contenue déjà dans le rapport Gouttenoire-Corpart, l'article 26 de la loi 2016-297 du 14 mars 2016 instaure une commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle chargée d'examiner, sur la base des rapports prévus à l'article L. 223-5, la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance depuis plus d'un an lorsqu'il existe un risque de délaissement parental ou lorsque le statut juridique de l'enfant paraît inadéquat à ses besoins.

Dernier exemple: c'est l'ensemble des recherches sur la transition à l'âge adulte des enfants placés ainsi que la mobilisation citoyenne de ces

---

<sup>7</sup> En effet, un placement long en famille d'accueil par exemple peut s'avérer bénéfique pour l'enfant, voire déboucher sur une adoption par cette même famille d'accueil alors qu'un changement rapide de statut et une possibilité d'adoption se traduirait par une rupture finalement préjudiciable.

chercheur.e.s et de quelques acteurs associatifs qui ont abouti à la rédaction d'une proposition de loi portée par la députée Brigitte Bourguignon (enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 13 juin 2018) visant à renforcer de façon concrète, en ce qui concerne l'aide matérielle, la formation, l'accompagnement, etc., l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie. Dans l'attente du vote éventuel de cette loi, le gouvernement reprend le point portant sur la formation. Dans sa *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté*, qu'il a présentée le 13 septembre 2018, il stipule qu' "une attention particulière sera portée aux jeunes les plus vulnérables accompagnés par les services de l'aide sociale à l'enfance (Ase). Cet engagement se traduira par une mobilisation renforcée de l'État en matière d'insertion professionnelle et un engagement contractualisé avec les départements pour les 18-21 ans pour empêcher que des jeunes ne se retrouvent sans solution d'accompagnement à la sortie de l'ASE"<sup>8</sup>.

Ainsi, depuis près d'une quinzaine d'années, la protection de l'enfance est devenue en France un véritable champ de recherche, reconnu, dans lequel œuvrent des chercheur.e.s issu.e.s de disciplines variées. Les thèmes s'étoffent grandement et se complètent. Le principal atout de la France, dans la constitution de ce champ de recherche, est la création de l'Oned/ONPE, organisme qui suscite, structure et soutient la recherche dans ce champ, quelle que soit la discipline. En outre, par effet de retour, cette recherche influence aujourd'hui de plus en plus les décideurs politiques, mieux informés du phénomène de danger et de violence envers les mineurs, des dispositifs de protection et des enjeux émergents.

## Références

- Anaut M. 2015. *Psychologie de la résilience*, Armand Colin.
- Anaut M. 2014b. *L'humour, entre le rire et les larmes. Traumatismes et résilience*, Odile Jacob.
- Anaut Ma. 2014a. *Vivre le lien parents-enfants. De la nécessité d'attachement au risque de dépendance*, Edition Chronique Sociale.
- Bergonnier-Dupuy G., Ganne C. 2011. *Le devenir des enfants accueillis avec leur mère en centre maternel au cours de leurs premières années de vie*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Bergonnier-Dupuy G., Join-Lambert H., Durning P. 2013. *Traité d'éducation familiale*, Dunod.
- Beynier D., Desquesnes G., Lochon A. 2015. *Les violences envers les enfants dans le Perche ornaïs: Une approche par les réseaux personnels de la parentalité en difficulté*, Recherche soutenue par l'ONPE.

---

<sup>8</sup> <http://www.education.gouv.fr/cid133971/strategie-de-prevention-et-lutte-contre-la-pauvrete-les-mesures-pour-la-jeunesse.html>

- Bessin M., Guimard N., Petit Gats J. 2010. *Enquête sur les modalités des fins de prise en charge à l'Association Jean Cotxet. La transition Jeune majeure: Un temps négocié*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Bolter F., Séraphin G. 2018. «Child protection in France», in Lisa Merkel-Holguin, John D. Fluke, Richard Krugman (eds.), *National Systems of Child Protection. Understanding the International Variability and Context for Developing Policy and Practice, Child Maltreatment: Contemporary Issues in Research and Policy 8*, Springer International Publishing.
- Bonneville-Baruchel E. 2015. *Les traumatismes relationnels précoces Clinique de l'enfant placé*, Eres.
- Boucher M., Belqasmi M., Eloi M., Petit A., Pouchadon M.-L. 2014. *Participation des "usagers" et transformation des pratiques professionnelles des acteurs de la protection de l'enfance. Quels réalités et effets de l'implication des enfants et des parents dans la prise en charge de l'enfance en danger?*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Boutanquoi M., Ansel D., Bournel-Bosson M. 2014. *La formation des points de vue lors des rencontres parents-professionnels*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Boutanquoi M., Bournel-Bosson M., Minary J.-P. 2010. *L'évaluation des situations des enfants en protection de l'enfance: collectif de travail et compétences collectives*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Breugnot P. 2011. *Les innovations socio-éducatives. Dispositifs et pratiques innovants dans le champ de la protection de l'enfance*, Presses de l'EHESP.
- Capelier F. 2011. *Droits individuels et intérêt général: l'exemple de la protection de l'enfance*, Thèse en droit, Université Paris Panthéon-Sorbonne, Paris.
- Cardi C., Deshayes F. 2011. *Les effets de la loi du 2 janvier 2002 et du décret du 15 mars 2002 sur les pratiques professionnelles d'écriture en protection de l'enfance*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Chaïeb S. 2016. *A l'épreuve du placement: renégociations identitaires de personnes issues de familles immigrées ayant été accueillies en protection de l'enfance*, Thèse en sociologie, Université de Strasbourg, Strasbourg.
- Chapon Nath, Siffrein-Blanc C. 2017. *La question des liens en accueil familial. «Qu'est-ce qui fait famille en accueil familial ?»*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Chapon N., Siffrein-Blanc C., Neyrand G. 2018. *Les liens affectifs en famille d'accueil*, Erès.
- Chauvière M. 1980. *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, Editions ouvrières.
- Clariana L. 2018. *Protection de l'enfance et familles étrangères. Un rapport socio-politique institutionnalisé*, L'Harmattan.
- Corbet E. 2010. *Validation d'un référentiel d'évaluation des situations familiales*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Corbet É., Robin P., Grégoire P., CREAL. 2012. *L'évaluation participative des situations familiales*, Dunod.
- Corbet E. et alii. 2012. *La santé des enfants accueillis au titre de la protection de l'enfance*, Recherche soutenue par l'ONPE.

- Corbet E. et alii. 2015. *Appréciation des situations de maltraitance(s) intrafamiliale(s)*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Deshayes F. 2014. *Au cœur du dossier, le raisonnement éducatif: étude sur les pratiques professionnelles en protection de l'enfance*, Thèse de sociologie, Université Paris VIII, Paris.
- Denecheau B. 2013. *Étude comparative de l'accrochage scolaire des enfants placés en France et en Angleterre: La suppléance familiale à l'épreuve de la question scolaire*, Thèse en sociologie, Université Bordeaux 2.
- Durning P. 2010. *Enfance maltraitée et éducation familiale: Textes 1991–2010*, L'Harmattan.
- Euillet S., Ganne C., Turlais A. 2015. *L'évaluation des situations d'enfants confiés en accueil familial: État des lieux national des pratiques dans le secteur associatif*, recherche soutenue par l'ANPF en cours.
- Euillet S., Halifax J., Moisset P., Séverac N. 2016. *L'accès à la santé des enfants pris en charge au titre de la protection de l'enfance: accès aux soins et sens du soin*, Rapport réalisé pour le Défenseur des Droits.
- Euillet S., Join-Lambert-Milova H. 2013. *L'accueil familial à long terme: quelle évolution des dynamiques relationnelles et individuelles?*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Euillet S., Join-Lambert H., Lanctôt N., Paquette G. *Les besoins des adolescentes placées hors de leur famille: point de vue d'adolescentes, de parents et d'intervenants français et québécois*, Recherche en cours réalisée avec l'Université de Sherbrooke (Québec) et financée par le Conseil Franco-Québécois de Coopération Universitaire (2016–2018).
- Euillet S., *La participation et l'expression des enfants accueillis en famille d'accueil: points de vue croisés*, Recherche soutenue par le Département des Yvelines en cours.
- Fabilet D. 2012. *Supervision et analyse des pratiques professionnelles: dans le champ des institutions sociales et éducatives*, L'Harmattan.
- Frechon I. et alii. *Étude longitudinale sur l'accès des jeunes à l'autonomie (Elap)*, Exploitation en cours, Ined.
- Ganne C. 2013. *Le devenir des enfants accueillis en centre maternel: approche écologique du parcours et de la qualité de vie des enfants sept ans après la sortie d'un hébergement mère-enfant*, Thèse en sciences de l'éducation, Université Paris-Nanterre.
- Ganne C., Thierry N. 2017. *Les interactions parents-enfants-professionnel.le.s en centre parental: contextes institutionnels, processus et effets*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Gouttenoire A., Corpart I. 2014. *40 propositions pour adapter la protection de l'enfance et l'adoption aux réalités d'aujourd'hui*, Rapport réalisé pour le Ministère de la famille.
- Halasa K. 2017. *Expérience de l'enfant en situation de sans-logement: perception de la situation, facteurs de stress et stratégies de coping des enfants hébergés avec leur famille à l'hôtel*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Paris-Nanterre.
- Join-Lambert H. (coord.). 2012. *Les accueils de jour en protection de l'enfance*, L'Harmattan.
- Jung C. 2015. *Protéger l'enfant. Mise en perspective d'une reconfiguration du statut de l'enfance*, thèse de doctorat en sociologie, Cnam.
- Lacroix I. 2016. *La participation collective des jeunes en protection de l'enfance. Une revue de littérature internationale*, Quebec: Crevaj.

- Lenzi C., Grand D., Farcy-Callon L. 2016. *Du domicile à l'institution. Entre professionnalité et professionnalisation: une ethnographie du placement familial*, Recherche soutenu par l'ONPE.
- Martin C. (dir.). 2014. «Être un bon parent». *Une injonction contemporaine*, Presses de l'EHESP, coll. «Lien social et politiques».
- Martin C. et alii. 2017. *Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin: Etat de la question en vue d'identifier le rôle de l'action publique*.
- Moreau Ch. 2014. *Séjours de rupture, adolescents en crise, et cheminement des parents: de la distanciation à la reconstruction, quelle implication pour chacun?*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Neyrand G. 2014. *Soutenir et contrôler les parents. Le dispositif de parentalité*, Erès.
- Observatoire national de l'enfance en danger/Observatoire national de la protection de l'enfance (focus coordonné par Milan Momic, Adeline Renuy et Gilles Séraphin). 2013. «Focus: L'adoption des mineurs admis au statut de pupille de l'État suite à une décision judiciaire», *La situation des pupilles de l'État. Enquête au 31 décembre 2011*.
- Observatoire national de l'enfance en danger/Observatoire national de la protection de l'enfance (sous la coordination de Flore Capelier). 2015a. *L'accompagnement vers l'autonomie des «jeunes majeurs»*, La Documentation française.
- Observatoire national de l'enfance en danger/Observatoire national de la protection de l'enfance (Gilles Séraphin – coord. – et Flora Bolter – trad.). 2015b. *Articuler recherche et pratiques en protection de l'enfance*, La Documentation Française.
- Observatoire national de la protection de l'enfance. 2018. *Premier rapport dédié au dispositif Olinpe (Observation longitudinale, individuelle et nationale en protection de l'enfance)*, La Documentation française.
- Paugam S., Zoyem J-P., Touahria-Gaillard A. 2010. *Le placement durant l'enfance: quelle influence à l'âge adulte?*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Potin E. 2013. *Enfants placés, déplacés, replacés: parcours en protection de l'enfance*, Erès.
- Potin E. *La correspondance numérique dans les mesures de placement au titre de l'assistance éducative*, Recherche soutenue par le GIP Droits et Justice et par l'ONPE.
- Przybyl S. 2016. *Au coeur du dispositif de protection: processus d'adaptation et de renégociation du projet migratoire des mineurs isolés étrangers*, Thèse de géographie, Université de Poitiers.
- Quantin C. et alii. 2018. *Proposition d'une méthode d'exploitation d'une base de données nationale, le PMSI, pour estimer la fréquence, le taux de mortalité hospitalière et repérer les situations à risque de maltraitements physiques à enfants de 0 à 5 ans en France*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Ravon B., Laval Ch. 2015. *L'aide aux «adolescents difficiles»*. *Chroniques d'un problème public*, Erès.
- Rey-Salmon C., Adamsbaum C. 2013. *Maltraitance chez l'enfant*, Lavoisier.
- Robin M., Corcos M. 2015. *Recueil de phénomènes de maltraitance chez des adolescents hospitalisés en psychiatrie*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Robin P. 2013. *L'évaluation de la maltraitance. Comment prendre en compte la perspective de l'enfant*, Editions PUR.

- Robin P. 2014. *Recherche par les pairs sur la transition à l'âge adulte au sortir de la protection de l'enfance: «Les jeunes sortant de la protection de l'enfance font des recherches sur leur monde»*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Robin P. et alii. 2015. *Une recherche par les pairs en protection de l'enfance pour renouveler les formes de connaissance en contexte de disqualification. Les recherches actions collaboratives, une révolution de la connaissance, les chercheurs ignorants*, Presses de l'EHSP.
- Robin P. et alii. 2017. *Ancrages identitaires et expression des enfants et adolescents confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance. Poursuite d'une approche avec les pairs*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Robin P., Join-Lambert H., Mackiewicz M-P. (dir.). 2017. *Société et jeunesse en difficulté. Les recherches avec les enfants et les jeunes en difficulté: spécificités éthiques et méthodologiques*.
- Romano H., Eugénie I. (dir.). 2016. *Danger en protection de l'enfance. Denis et instrumentalisations perverses*, Dunod.
- Rullac S. (dir.). 2018. *Métabole: une recherche action participative pour formaliser une intervention originale: 2014–2018*. IRTS Parmentier.
- Rullac S. (dir.). *Le projet Adophé (accompagnement à domicile avec possibilité d'hébergement): une démarche scientifique au service d'un dispositif socio-éducatif inédit en Seine-Saint-Denis*. En cours. Recherche soutenue par le département de Seine-Saint-Denis.
- Rurka A., Mathiot L., Baros A. *Quel avenir après SAJE/SAPPEJ? Comprendre les orientations proposées aux familles en fin de mesure à partir de l'étude du processus décisionnel*, Recherche soutenue par l'ONPE en cours.
- Rurka A., Rousseau P. 2017. *Le principe du respect du contradictoire dans l'élaboration des écrits en AEMO*, ATD Quart-Monde et Association Jean Cotxet.
- Rurka A., Tillard B. et alii. 2011. *Les actions psycho-socio-éducatives en protection de l'enfance conduites en milieu ouvert ou ordinaire*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Scelles R., Zaouche-Gaudron C., Delcroix S. 2011. *Améliorer l'accompagnement des enfants dans le cadre du placement: pour une meilleure analyse de la dimension fraternelle*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Schom A-C. 2018. *«L'institution suffisamment bonne?» A partir de la clinique quotidienne des pouponnières à caractère social*, Thèse en psychologie, Université Paris-Descartes.
- Sellenet C. 2017. *Vivre en famille d'accueil – À qui s'attacher?*, Bellin.
- Sellenet C., L'Housni M. 2014. *Solidarité autour d'un enfant: accueil de la parentèle ou chez des tiers dignes de confiance*, Rapport remis au Défenseur des droits.
- Séraphin G. 2015. *«L'Observatoire national de l'enfance en danger: Une articulation originale de la recherche et des pratiques institutionnelles et professionnelles»*, in *Observatoire national de l'enfance en danger/Observatoire national de la protection de l'enfance* (G. Séraphin – coord. – et F. Bolter – trad.), *Articuler recherche et pratiques en protection de l'enfance*, La Documentation Française, pp. 85–92.
- Séraphin G. 2017. *«Les enfant maltraités, en (risque de) danger, protégés, en situation de vulnérabilité: lorsqu'on fournit des chiffres, de quoi et de qui parle-t-on?»*, in: H. Romano (dir.), *Accompagner en justice l'enfant victime de maltraitance ou d'accident*, Dunod, pp. 45–56.



- Terrier E., Halifax J., David O., Lepetit A. 2015. *La dimension spatiale de l'enfance en danger: spécificités territoriales des situations familiales et effets des contextes territoriaux*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Tillard B., Mosca S. 2016. *Enfants confiés à un proche dans le cadre de la protection de l'enfance*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Toussaint E. 2015. *Etude exploratoire de la qualité de vie des enfants accueillis en foyer au titre de la protection de l'enfance: qualité de vie, représentations d'attachement et problèmes de comportement*, Thèse en psychologie, Université de Nantes.
- Turlais A. 2016. *Pratiques psychothérapeutiques et protection de l'enfant: la décision difficile d'engager un processus de séparation. Approches plurielles du processus décisionnel au sein d'une unité de psychothérapie infantile*, Thèse en sciences de l'éducation, Université Paris-Nanterre.
- Tursz A. 2011. *Les morts violentes de nourrissons: Trajectoires des auteurs, traitements judiciaires des affaires*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Zaouche-Gaudron Ch., Paul O. 2014. *Le développement socio-affectif des enfants exposés à la violence conjugale et leurs représentations de cette violence: une approche de la sécurité émotionnelle*, Recherche soutenue par l'ONPE.
- Zotian E. 2017. *Les modes d'expression des jeunes enfants confiés à l'ASE: de l'enfant-sujet au sujet d'inquiétude*, Recherche soutenue par l'ONPE.